

MAIRIE DE DRAGUIGNAN

DÉPARTEMENT



DU VAR

ARRETE TEMPORAIRE DE CIRCULATION N°A-2018- 11 26

Richard STRAMBIO, Maire de la ville de Draguignan,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2122.28, L. 2212.1 à L. 2213.6 ;

Vu le code pénal ;

Vu le code de la route ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie - signalisation approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992 modifié) ;

Vu l'arrêté municipal en date du 08 janvier 1963 ;

Vu l'arrêté municipal n° 678 en date du 21 août 2000 ;

Vu le règlement de voirie communal en date du 08 décembre 2010 ;

Considérant la demande du 22 juillet 2018 présentée par monsieur Mickaël ROTTA demeurant quartier Entraigues – 83830 FIGANIERES; concernant des travaux d'égauge.

Considérant la nécessité de permettre la réalisation des travaux cités ci-dessus.

ARRETE**ARTICLE 1 : Sur l'avenue de TUTTLINGEN :**

- **La circulation est alternée par feux tricolores (KRJ 11) et synchronisée avec les feux tricolores situés à l'intersection de l'avenue de Tuttlingen et le chemin de la Nartuby.**
- **La vitesse est limitée à 30 km /h**

ARTICLE 2 : Cette réglementation commencera à courir le **MARDI 02 OCTOBRE 2018** et de 8h30 à 11h30.

ARTICLE 3 : La signalisation réglementaire sera conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie) et au manuel du chef de chantier sur la signalisation temporaire émis par le Ministère de l'équipement, des transports et du logement (CF 24).

Elle sera mise en place par l'entreprise chargée des travaux qui est et demeure entièrement responsable de tous incidents ou accidents qui pourraient survenir du fait du chantier.

Les panneaux seront entièrement rétro réfléchis et mis en place au moins 48 h avant le début des travaux.

Le présent arrêté devra être affiché sur le chantier.

ARTICLE 4 : Les officiers de police judiciaire territorialement compétents sont autorisés en conséquence, à faire appel à un garagiste agréé par les services préfectoraux pour procéder à l'enlèvement de tout véhicule en stationnement irrégulier.

Les frais de telles interventions sont à la charge des contrevenants.

ARTICLE 5 : M. le Directeur général des services ;
M. le Directeur général des services techniques ;
M. le Chef de la police municipale ;
M. le Commissaire principal de police ;
sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent arrêté et rappelle, conformément aux termes de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, qu'il peut être contesté devant le tribunal administratif de Toulon, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité.

DRAGUIGNAN, le 3.08.18

P/Le Maire absent,
La Première Adjointe,




Christine PREMOSELLI